



MARIE-GEORGE BUFFET : L'ESPOIR A GAUCHE

Qui sera le troisième homme ? Ségolène Royal est-elle incompétente ? François Hollande sera-t-il le « premier homme » de France ? Les blagues d'Arnaud Montebourg sont-elles drôles ? Nicolas Sarkozy a-t-il fait fichier un conseiller de Ségolène Royal par les RG ?

A un mois et demi de l'élection présidentielle, ne comptez pas sur TF1 (groupe Bouygues), sur France 2, sur Le Figaro (groupe Dassault), sur Libération (propriété du baron Rothschild) pour poser les vraies questions... Et pourtant !

Sait-on que les aides publiques versées aux entreprises en 2005 représentent **65 milliards d'euros** ? C'est autant que le budget de l'Education Nationale !

65 milliards d'euros d'aides aux entreprises dont 54 milliards vont aux très grandes entreprises du CAC 40. Cela représente deux fois et demi les sommes allouées chaque année pour indemniser les chômeurs. Ces 65 milliards d'euros d'aides aux entreprises représentent aussi 949 € par personne et par an que l'Etat donne à des entreprises qui n'en ont pas besoin, qui ne créent pas d'emplois, voire qui délocalisent leurs usines pour faire plus de profit.

Marie-George Buffet est la seule candidate à proposer un changement radical de politique économique :

Au sommaire de ce nouveau numéro de L'Héninois.Com :

- Marie-George Buffet : l'espoir à gauche, l'éditorial de David Noël
- Entretien avec Alain Bruneel, conseiller régional PCF
- Non à la vidéo surveillance !

- D'abord en **augmentant fortement les salaires**, en portant le **SMIC à 1500 € brut** dès 2007 pour atteindre 1500 € net en 2012. L'augmentation des salaires et des minima sociaux est la condition pour que la croissance économique reparte.

- Ensuite en créant un **pôle public bancaire et de crédit** capable de financer les PME qui créent de l'emploi et font le choix de la formation des salariés.

- Mais aussi en mettant en place une **sécurité d'emploi et de formation** tout au long de la vie financée par une augmentation des cotisations des entreprises et la taxation des revenus du Capital.

Rassemblez la gauche
populaire et antilibérale



Dominique Watrin et **Véronique Buard**, candidats du PCF aux élections législatives vous invitent au premier grand meeting de **Marie-George Buffet** à Avion le **16 mars** prochain, **Salle Jorion**, à 19 heures.

- En créant **600 000 logements sociaux** sur cinq ans,

- En garantissant le **remboursement à 100 % des soins et des médicaments** ainsi que le droit à la **retraite à 60 ans après 37 ans et demi de cotisations**.

Ces mesures, Marie-George Buffet est la seule à les proposer. En 2007, le seul vote utile, c'est le vote Marie-George Buffet !

David NOËL
Secrétaire de section

ENTRETIEN AVEC ALAIN BRUNEEL, CONSEILLER REGIONAL PCF

DAVID NOËL : *Les délocalisations et les licenciements se multiplient dans le Nord-Pas-de-Calais. Tu es conseiller régional ; à la région, comment les communistes luttent-ils contre la casse de l'emploi ?*

ALAIN BRUNEEL : Premièrement, le Groupe Communiste refuse de financer les grands groupes à haute valeur capitaliste. La région dispose d'un dispositif prénommé « Fonds Spécial d'Implantation » qui vise à soutenir le développement de ces entreprises de plus de 250 salariés.

Les Communistes revendiquent la suppression de ce dispositif pour reventiler les moyens financiers qui lui sont consacrés vers un accompagnement des P.M.E. et des artisans dans le cadre d'un dispositif d'aide à l'équipement ou à l'embauche d'un premier salarié.

Nous devons nous poser la question de la réelle pertinence d'accorder des aides publiques à des groupes multinationaux qui bien souvent n'assument pas leurs responsabilités sociales et environnementales. En effet, l'argent public accordé à ces groupes n'est aucunement décisif pour leur implantation sur un territoire. Ce sont d'autres paramètres qui entrent en ligne de compte comme la géo-stratégie industrielle, la main d'œuvre qualifiée disponible, les infrastructures auto-routières, le réseau d'entreprises sous-traitantes, les services de proximité.

Par ailleurs, pour lutter efficacement contre les délocalisations qui touchent cruellement notre région, je propose la création d'une Agence de Notation Sociale des Entreprises qui viserait à établir des critères sociaux, économiques et environnementaux auxquels les entreprises devraient se soumettre afin de pouvoir prétendre à une aide logistique pour un développement durable d'un secteur d'activité. Malheureusement, cette proposition a été rejetée par l'Exécutif Régional Socialiste et Vert.

DAVID NOËL : *Comment s'assurer que les aides publiques versées par la Région vont effectivement aux entreprises qui créent de l'emploi et investissent dans la formation ?*

ALAIN BRUNEEL : Le Groupe Communiste a revendiqué et obtenu l'installation d'une Commission Extra-Régionale de suivi des Aides aux Entreprises qui vise justement à contrôler l'ensemble des aides accordées afin de s'assurer qu'elles favorisent le développement de l'emploi et non la spéculation financière. D'ailleurs, cette commission est présidée par un élu communiste.

DAVID NOËL : *Peux-tu nous parler de la Sécurité Emploi Formation pour laquelle se battent les Communistes de la région ?*

ALAIN BRUNEEL : Nous avons obtenu grâce à notre combat politique au sein de l'Institution Régionale la Présidence d'une Mission d'Enquête qui a pour objectif de lancer une expérimentation sur le concept Sécurité Emploi Formation.

Cette expérimentation aura pour fil conducteur la mutualisation des moyens consacrés à la formation et de l'emploi dans la perspective de créer un fonds régional pour le développement de l'emploi et de la formation qui aurait pour objectif d'allouer un revenu décent aux salariés et aux demandeurs d'emploi qui souhaiteraient s'engager dans un parcours de formation.

Ce fonds pourrait être alimenté financièrement par l'Etat, l'Europe, nos Institutions, les entreprises par le biais d'une taxe sur les licenciements. Notre pays a les moyens d'assumer un tel dispositif !

Il s'agit de choix politiques. D'ailleurs, un certain nombre d'économistes travaillent sur cette thématique de la sécurisation des parcours professionnels en préconisant des solutions similaires.

• Non à la vidéo surveillance !

Jusqu'où ira la surenchère sécuritaire ? Déjà, en 2002, les médias, TF1 en tête, avaient fait campagne pour Jean-Marie Le Pen en éludant la question sociale pour ne parler que de faits divers et d'insécurité.

Malheureusement, Hénin-Beaumont n'échappe pas au populisme sécuritaire. Lors du dernier conseil municipal, la majorité municipale a fait adopter une étude portant sur l'installation de caméras de vidéosurveillance à Hénin-Beaumont.

Les communistes d'Hénin-Beaumont condamnent cette mesure.

La vidéosurveillance sert surtout les intérêts des groupes capitalistes de câblage. Partout où elle a été mise en œuvre, les résultats sont loin d'être concluants.

La lutte contre l'insécurité nécessite une politique de prévention. Elle nécessite surtout de lutter contre le chômage et la misère et donc de rompre franchement avec le capitalisme.

Je m'abonne à « LIBERTE »

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

1 AN : 61 euros – 3 MOIS : 15 euros

*Libellez vos chèques à l'ordre de « Liberté 62 »
128 boulevard Basly – 62300 Lens*

J'adhère au P.C.F.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

*A renvoyer à : PCF Hénin-Beaumont – 13
rue Uriane Sorriaux – 62640 Montigny-en-
Gohelle*

<http://pcfheninbeaumont.over-blog.com>